Non à la suppression du PEQ (Programme de l'expérience québécoise) Une manifestation de centaines de personnes menacées d'expulsion

On connaît le zèle de la CAQ à se débarrasser des personnes immigrantes sous prétexte de pression sur le marché du logement, sur les programmes sociaux et sur les finances publiques. On n'ose pas ajouter le marché de l'emploi comme prétexte car « [l]e Québec affiche le taux de chômage le plus bas au pays en octobre, à 5,3 %, en baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à septembre. » Les trois ou quatre cent personnes, selon mon risqué décompte (mon album de photos), qui manifestaient ce midi au centre-ville « sur la place de la Paix, devant le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, à Montréal », s'appuyant sur une pétition de 14 000 noms, contredisent ce faux discours car la plupart ont un emploi et une résidence au Québec et bien sûr par le fait même contribue à la caisse commune. Notons qu' « [a]u même moment, une autre manifestation avait également lieu devant l'Assemblée nationale, à Québec. »

La suppression du PEQ, après que ce programme eut été restreint en 2020, « temporairement » fermé l'été dernier et puis finalement aboli le 6 novembre était la voie royale pour accéder à la résidence permanente au Québec tant pour les personnes étudiantes que celles en emploi. Était-il nécessaire de pénaliser la grande majorité des véritables étudiant-e-s pour la faute de frauduleuses institutions d'enseignement privés qui servaient de voie d'accès au Canada pour des gens de l'Inde tentant d'accéder à l'eldorado canadien ? Quant aux personnes en emploi qui avaient tout quitté sachant qu'existait cette voie royale en autant d'avoir la patience d'attendre quelques années, on imagine le drame. Quand on sait que plusieurs d'entre elles avaient été « [r]ecrutés par le Québec pour combler la pénurie de main-d'œuvre dans le réseau de la santé, » ça dépasse les bornes du cynisme le plus abjecte. Plusieurs de ces personnes postulant au PEQ n'avaient-elles pas été les « anges gardiens », dixit le Premier ministre, durant la pandémie ?

Le Programme de sélection des travailleurs qualifiés (PSTQ), remplaçant le PEQ, ne sera plus automatique par date d'application mais procédera par invitation selon certains critères et s'annonce fort restreint. En effet, la CAQ — et le PQ aurait fait pire dixit son chef — est prête à utiliser tous les moyens, à commencer par surfer sur les drastiques abaissements des cibles d'immigration du gouvernement fédéral, pour réduire à 45 000 l'immigration annuelle permanente au Québec. À la manifestation de ce midi, où le PQ était aux abonnés absents, le Parti libéral du

Québec et Québec solidaire ont appuyé les manifestant-e-s. À noter, cependant, que le député libéral s'est contenté d'appuyer une clause des droits acquis, dite clause grand-père, une importante revendication des manifestant-e-s dont plusieurs se contenteraient, ce qui dans leur détresse est compréhensible. Le député Solidaire, dans son discours, n'a pas fait cette restriction laissant entendre qu'il réclamait le retour à la politique du PEQ, point à la ligne. Malheureusement, il aura été moins clair dans ses déclarations médiatiques tant à <u>La Presse</u> qu'au Devoir.

Marc Bonhomme, 17 novembre 2025, www.marcbonhomme.com; bonmarc1@gmail.com